

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED  
**G/VAL/W/30**  
10 décembre 1998

(98-4964)

Comité de l'évaluation en douane

Original: anglais

## ACTIVITÉS PRIORITAIRES EN VUE DE LA MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD SUR L'ÉVALUATION EN DOUANE

### Article 20:3: Activités d'assistance technique

#### Note du Secrétariat

1. La présente note est destinée à répertorier les activités que les Membres devront peut-être envisager en vue de la mise en œuvre de l'Accord sur l'évaluation en douane. Elle a été établie sur la base du document G/VAL/W/24 de l'OMC - Réponses à la demande de renseignements - ainsi que d'un document de l'Organisation mondiale des douanes (OMD) sur la mise en œuvre de l'Accord sur l'évaluation en douane de l'OMC.
2. Les activités sont regroupées en trois grandes catégories: Connaissances, infrastructure matérielle, et systèmes de gestion. Bien que l'on se soit efforcé de regrouper les activités en trois catégories de façon logique, il est clair que certaines activités peuvent être à cheval sur deux catégories ou davantage, et que d'autres seraient davantage adaptées à d'autres catégories. En outre, les catégories ci-après ne devront pas nécessairement être lues suivant un ordre séquentiel; le type d'activités qui sera nécessaire dans chaque Membre dépendra de la situation existante. Certains Membres peuvent disposer de systèmes d'évaluation qui sont relativement proches du système de l'OMC, alors que d'autres devront peut-être mettre au point des systèmes entièrement nouveaux faisant appel à des techniques et pratiques nouvelles d'un point de vue conceptuel. Par conséquent, la façon dont les activités sont regroupées et agencées devra être lue avec souplesse et cette lecture sera propre à chaque Membre.
3. La présente note doit être lue et utilisée comme un moyen de recenser les futurs domaines dans lesquels une assistance technique est nécessaire. Pour que l'assistance technique puisse être fournie plus aisément, il est conseillé aux Membres concernés de s'efforcer, soit individuellement soit avec le Secrétariat, de compléter le présent document en remplissant, comme il conviendra, les différentes colonnes ci-après. Le document devra ensuite être renvoyé au Secrétariat pour être distribué au Comité.

Principaux domaines prioritaires	Aucune assistance requise	Assistance reçue actuellement (de qui)	Assistance requise
<b>Activités d'ordre général</b>			
i) Mise au point d'une stratégie globale de mise en œuvre qui définisse et présente les plans - et mène à bien les tâches - nécessaires à la mise en œuvre selon un calendrier fixant des délais pour un suivi des progrès (l'OMD recommande qu'un groupe de travail soit établi - au sein de l'administration des douanes ou, de préférence, en collaboration avec les ministères ou les organismes publics - de façon à fournir la structure qui permettra de mettre au point et de mener à bien cette stratégie de mise en œuvre).			
ii) Affectation de fonds (c'est-à-dire d'un budget) et de temps de travail des fonctionnaires pour mener à bien la stratégie de mise en œuvre).			
iii) Définition de l'assistance technique appropriée et recensement des sources de financement potentielles pour les activités de mise en œuvre (OMD, OMC, Banque mondiale, FMI, CNUCED, autres sources bilatérales ou régionales, etc.).			
<b>CATÉGORIE I: CONNAISSANCES</b>			
<b>A. Questions législatives</b>			
i) Les Membres doivent élaborer une législation qui permette d'incorporer l'Accord et les notes interprétatives dans leur législation douanière; les instruments du Comité technique de l'OMD (décisions, notes explicatives, commentaires) doivent également être mis en œuvre dans le cadre de la réglementation ou de la pratique administrative.			
ii) La législation nationale doit inclure toutes les méthodes d'évaluation possibles, telles qu'elles sont décrites dans l'Accord, et les prescriptions plus générales telles que la Décision ministérielle relative à la véracité et à l'exactitude de la valeur déclarée et la Décision 3.1 du Comité de l'évaluation relative au traitement des montants des intérêts.			
iii) Il convient d'examiner comment sera interprété l'accord en fonction des prescriptions nationales, notamment de voir si, dans l'État membre, la valeur est calculée sur la base f.a.b. ou c.a.f.; comment appliquer la Décision 4.1 du Comité de l'évaluation sur l'évaluation des supports informatiques de logiciels destinés à des équipements de traitement des données; et comment est interprétée l'expression "membres de la même famille" de l'article 15:4, etc.			

Principaux domaines prioritaires	Aucune assistance requise	Assistance reçue actuellement (de qui)	Assistance requise
<p>iv) La législation doit comporter des dispositions relatives aux droits et obligations des importateurs et des administrations des douanes, conformément aux articles 9 à 17 de l'Accord et suivant l'énumération figurant ci-après dans la catégorie III, paragraphe iii):</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- taux de change des monnaies,</li> <li>- nature confidentielle des renseignements,</li> <li>- droit d'appel,</li> <li>- retrait des marchandises en attendant la détermination définitive de la valeur,</li> <li>- droit à une explication écrite, et</li> <li>- droit de l'administration des douanes de s'assurer de la véracité ou de l'exactitude des affirmations de l'importateur.</li> </ul>			
<p>v) Parmi les autres aspects pouvant être inclus figurent les procédures de déclaration et de dédouanement, les responsabilités de l'importateur dans la rédaction de la déclaration, les pouvoirs et procédures de contrôle ou de vérification, les prescriptions en matière de tenue de comptes pour les importateurs, et les dispositions relatives aux sanctions ou aux autres mesures visant à décourager les fausses déclarations.</p>			
<p>vi) Mise au point des procédures administratives visant à mettre en œuvre l'Accord soit simultanément avec la rédaction de la législation soit avant celle-ci de façon à garantir la cohérence entre les procédures administratives de mise en œuvre de l'Accord et le cadre législatif et réglementaire.</p>			
<p>vii) Établissement d'un calendrier en vue de l'adoption, de la ratification, de la signature, etc. de la législation dans le cadre des structures administratives, judiciaires et exécutives de l'État afin de se conformer au délai de mise en œuvre et aux obligations de notification imposés par l'Accord (dispositions de l'article 22, liste de questions, décisions relatives au traitement des montants des intérêts et aux supports informatiques de logiciels, et réserve au titre du paragraphe 2 de l'annexe III).</p>			
<b>B. Formation de formateurs</b>			
<p>i) Formation d'une équipe de personnes qui sera à même de diriger des programmes de formation dans le pays afin de former à la fois les fonctionnaires des bureaux centraux et ceux des bureaux situés sur le terrain.</p>			

Principaux domaines prioritaires	Aucune assistance requise	Assistance reçue actuellement (de qui)	Assistance requise
ii) Mise sur pied d'une liste de programmes de formation destinée aux fonctionnaires et aux autres responsables de l'administration susceptibles de participer aux tâches d'évaluation, comprenant des lignes directrices claires sur la question de savoir s'il convient de mener une formation sous forme de séminaires, de formation sur place ou d'une combinaison des deux.			
iii) La formation doit porter sur l'Accord de l'OMC (ses dispositions et notes interprétatives), les décisions, commentaires et notes explicatives de l'OMD, les lois, règlements et procédures administratives au niveau national, et les aspects généraux du commerce international.			
iv) La formation doit également inclure l'étude de cas pratiques dans le cadre de laquelle les dispositions de l'Accord, notamment les ajustements prévus à l'article 8 de l'Accord, sont mises en pratique et l'expérience d'autres pays utilisant le système de l'OMC fait l'objet d'un débat.			
v) Production du matériel de formation, c'est-à-dire du matériel publié par l'OMD ou du matériel utilisant l'approche de l'OMD.			
vi) La formation doit également comporter une formation en matière de procédures de dédouanement et de vérification pour lutter contre la fraude, les fausses déclarations, et améliorer le respect des lois et réglementations nationales:			
<p>a) on peut utiliser le manuel relatif au contrôle de l'évaluation en douane de l'OMD qui fournit des conseils sur la manière d'aider les administrations des douanes à mettre au point des procédures de contrôle de l'administration de l'Accord, sur la manière d'organiser les procédures de déclaration et de vérification, sur la question de savoir s'il convient ou non d'utiliser des déclarations d'évaluation, sur l'adoption de procédures de dédouanement qui mettent l'accent moins sur les importations prises séparément que sur les résultats de l'importateur pour une série d'importations et sur l'adoption de principes en matière de gestion des risques;</p>			
<p>b) la formation doit également comporter des lignes directrices sur la manière d'utiliser une base de données sur les prix (profils) conformément aux dispositions de l'Accord, et non en tant que moyen de rejeter automatiquement la valeur transactionnelle.</p>			

Principaux domaines prioritaires	Aucune assistance requise	Assistance reçue actuellement (de qui)	Assistance requise
<b>CATÉGORIE II: INFRASTRUCTURE MATÉRIELLE</b>			
i) Il importera d'examiner l'organisation interne de l'administration des douanes en vue d'une possible réorganisation dans le cadre du nouveau système, laquelle dépendra dans une large mesure de la taille, de la répartition géographique et du budget de l'administration des douanes.			
ii) Il conviendra de se prononcer notamment sur les questions suivantes:			
a) la répartition des responsabilités entre les fonctionnaires des douanes (c'est-à-dire aux niveaux local, régional et central);			
b) l'attribution des responsabilités aux différents niveaux de personnel des douanes;			
c) l'utilisation de personnel spécialisé pour le processus de vérification;			
d) le niveau de dotation en personnel; et			
e) les qualifications et compétences du personnel responsable de l'évaluation en douane.			
iii) Il se peut que certains Membres estiment souhaitable d'instaurer des systèmes automatisés pour les procédures douanières, moyennant par exemple informatisation et instauration de liens électroniques entre les bureaux des douanes qui sont chargés de l'évaluation, pour accéder aux renseignements et les communiquer (et remplacer la documentation), et pour concevoir des bases de données sur les prix pouvant être utilisées dans le cadre des procédures de ciblage et d'évaluation des risques.			
<b>CATÉGORIE III: SYSTÈMES DE GESTION</b>			
i) Il sera nécessaire de déterminer le type de documentation que les bureaux des douanes utiliseront pour recevoir les déclarations d'importation, c'est-à-dire de savoir s'ils auront besoin d'une simple déclaration de valeur, et de renseignements supplémentaires uniquement sur demande, ou d'un formulaire de déclaration plus détaillé comportant déjà, c'est-à-dire au moment où la déclaration est faite, des renseignements sur les ajustements et les conditions applicables à la valeur de la transaction.			

Principaux domaines prioritaires	Aucune assistance requise	Assistance reçue actuellement (de qui)	Assistance requise
ii) Il conviendra de se prononcer notamment sur les questions suivantes: <ul style="list-style-type: none"> <li>- le type de procédures de contrôle de l'administration de l'Accord,</li> <li>- la manière d'organiser les procédures de déclaration et de vérification,</li> <li>- la question de savoir s'il convient ou non d'utiliser des déclarations d'évaluation distinctes,</li> <li>- l'adoption de procédures de dédouanement qui mettent l'accent moins sur les importations prises séparément que sur les résultats de l'importateur pour une série d'importations, et</li> <li>- l'adoption de principes en matière de gestion des risques.</li> </ul>			
iii) Il faudra prendre des décisions sur la manière d'incorporer les dispositions de l'Accord relatives aux droits et obligations ci-après (articles 9 à 17) dans le régime administratif appliqué par les autorités douanières: <ul style="list-style-type: none"> <li>- taux de change des monnaies,</li> <li>- nature confidentielle des renseignements,</li> <li>- droit d'appel,</li> <li>- retrait des marchandises en attendant la détermination définitive de la valeur,</li> <li>- droit à une explication écrite, et</li> <li>- droit de l'administration des douanes de s'assurer de la véracité ou de l'exactitude des affirmations de l'importateur.</li> </ul>			
iv) Il conviendra de mettre au point et de lancer, environ 12 mois avant la mise en œuvre, une campagne d'information publique (sous la forme de séminaires publics, de publications et de documents officiels, et de la publication de toutes les lois et réglementations pertinentes) afin d'informer et d'éduquer le secteur privé, les courtiers en douane, et les fonctionnaires en ce qui concerne le système d'évaluation de l'OMC; il s'agit d'un aspect important de la stratégie de mise en œuvre pour garantir une application efficace, le respect des dispositions, la transparence et l'efficacité au cours de la période de transition.			